

*L'Adresse—M. Trudeau*

Je le répète, nous ne sommes peut-être pas d'accord avec la politique du chef de l'opposition dans le domaine de l'énergie ou sur d'autres questions économiques, mais nous ne lui reprocherons pas de vouloir proposer de bonnes choses pour l'ensemble du pays pas plus qu'il ne peut critiquer notre politique sur cette base. Si les citoyens du Canada veulent vraiment se sentir libres dans leur pays ils doivent pouvoir se déplacer, être libres de se déplacer ou non.

Pour ce qui est des ressources, la seule façon de profiter des richesses provenant de telle ou telle ressource serait d'aller s'installer à proximité, nous perdriions certes alors l'une de nos libertés fondamentales. Par exemple, si un citoyen de l'Alberta, à qui on offrirait un emploi en Ontario ou en Nouvelle-Écosse, estimait renoncer à tout droit à la richesse accumulée dans sa province, il perdrait une partie de cette liberté de mouvement, et il se demanderait: «Qu'arrivera-t-il si je m'en vais? Mes enfants auront-ils toujours droit aux avantages du fonds du patrimoine?» Que doit faire une famille de Terre-Neuviens qui aiment bien vivre à Terre-Neuve mais qui espèrent améliorer rapidement leur situation économique en allant s'établir ailleurs au Canada?

Depuis des décennies, nous avons trouvé des solutions à ces questions. Ces solutions, ce sont les subventions de péréquation, les subventions à l'expansion régionale, les programmes d'aide aux personnes âgées, aux chômeurs et aux handicapés, visant à faire de tous les Canadiens des citoyens à part entière. C'est dans cet esprit que notre gouvernement songe à implanter des politiques propres à supprimer, tout au moins à atténuer, les divergences entre les intérêts de l'Ontario, du Manitoba ou du Québec, et de la Colombie-Britannique ou de toute autre région du Canada. C'est dans cet esprit que notre gouvernement proposera des lois à cet égard, car nous sommes convaincus que nous pourrions maintenir le Canada fort, si nous le voulons; nous pouvons vaincre l'ennemi dans nos murs.

*[Français]*

Ernest Renan disait qu'une nation c'est un plébiscite de tous les jours, et dans ce sens-là des millions de Canadiens ont plébiscité le Canada depuis plus de 100 ans quotidiennement. Ils ont affirmé leur adhésion à ce pays qui justement était un pays fondé sur le partage, un pays fondé sur l'échange, un pays fondé sur la fraternité; ils l'ont plébiscité. Eh bien, maintenant, dans la province de Québec, nous vivons une période historique où les Québécois seront interrogés d'une façon encore plus précise sur le plébiscite ou le référendum qui maintenant va être tenu dans la province de Québec, et cela évidemment exige un sens de la responsabilité plus grand de la part des Québécois, cela représente également une chance pour les Québécois d'exprimer leurs vues sur le Canada et sur la place que le Québec peut et doit prendre dans ce Canada.

J'aurais espéré, pour ma part, que ce moment historique soit envisagé avec plus de franchise, et plus de courage, même par le Parti québécois. J'avais exprimé le souhait, dès janvier 1977, que la question posée au moment du référendum soit claire, qu'elle soit posée bientôt, et qu'elle soit définitive, en tout cas pour qu'on n'en parle plus pour au moins une génération. Malheureusement, la question qui est posée aux Québécois par référendum n'est pas venue très vite, parce que cela aura pris à peu près trois ans et demi après l'élection du Parti québécois; elle n'est pas définitive, parce que dans le texte même de la

question on voit qu'il y aura éventuellement un autre référendum, et certainement, elle n'est pas claire, puisqu'elle est basée sur une ambiguïté voulue par le Parti québécois qui savait que s'il posait la question clairement: «Voulez-vous, oui ou non, l'indépendance?» les Québécois auraient répondu non.

Les péquistes veulent-ils, oui ou non, l'indépendance, madame le Président? Et s'ils veulent l'indépendance, pourquoi ne l'ont-ils pas carrément demandée à la population québécoise? Ils voulaient leurrer cette population en faisant ce qu'ils appellent de l'étapisme, mais ce qui est aux yeux de tout le monde une ambiguïté systématique et volontaire. J'aurai l'occasion, en tant que Québécois, de concert avec les autres députés de faire la campagne du non et d'exprimer clairement mes vues sur cette question lorsque j'irai dans la province de Québec et que je parlerai à des Québécois en tant que Québécois.

Il m'incombe aujourd'hui, en tant que premier ministre du Canada, de dire, comme le chef de l'opposition (M. Clark) l'a fait fort éloquemment, quelle position nous prendrons dans l'éventualité d'un oui ou d'un non donné au référendum.

Madame le Président, je répète que ce n'est pas le but du gouvernement canadien d'aller faire la bataille référendaire. Les Québécois à la Chambre le feront, et je suis sûr qu'ils le feront bien et d'une façon convaincante. En tant que gouvernement, je crois que nous devons expliquer aux Québécois, qui sont appelés à voter oui ou non, quelle sera notre attitude à nous, du gouvernement canadien, dans l'éventualité d'un oui comme dans celle d'un non. Et c'est ce que je me propose de faire dans quelques minutes si la Chambre veut bien être indulgente à mon égard.

Prenons d'abord l'hypothèse d'un oui. Supposons que les Québécois votent en majorité oui au référendum. Le premier ministre québécois, M. Lévesque, devra commencer par reconnaître que le mandat qu'il a de négocier la souveraineté association est un mandat, comme je disais, fort ambigu. Il devra commencer par reconnaître que pour s'associer il faut s'associer avec quelqu'un. Or, comme l'a fort bien dit le chef de l'opposition, les premiers ministres provinciaux, les uns après les autres, parfois un à un et parfois collectivement, comme ce fut la situation pour les quatre premiers ministres de l'Ouest, ont dit que la souveraineté-association ne les intéressait pas. Ils ont dit très clairement que de l'association, en particulier, il n'était pas question, d'abord, parce qu'il n'y allait pas de leurs intérêts, comme l'a exprimé encore la semaine dernière le premier ministre Blakeney. L'association n'est pas intéressante pour sa province dans l'éventualité d'une séparation du Québec parce que, économiquement, il ne tirerait pas ce sens du partage qu'il tire du Canada tout entier.

Il est très clair, étant donné les propos de tous ces premiers ministres provinciaux, qu'ils n'ont aucune sympathie pour un gouvernement qui veut commencer par détruire le pays, et que s'ils devaient éventuellement s'associer, ils ne s'associeraient certainement pas avec un État indépendant qui aurait été cause de la rupture de ce pays. M. Lévesque et son gouvernement ont dit bien clairement que la souveraineté et l'association devaient se faire en même temps, cela est dit clairement dans la question référendaire, et en même temps il faut maintenir avec le Canada une association économique. Et, pour plus de clarté, le premier ministre Lévesque l'a dit à